

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

Marseille, le 27/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 Aix-en-Provence

Références : D-0385-AIX-2023--SPR/UICPE/JN/n° 503-2023
Code AIOT : 0006401122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2023 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Récolement de l'arrêté du 15/12/2022 imposant des mesures d'urgences à la métropole Aix-Marseille-Provence afin de protéger l'environnement des écoulements de lixiviats en dehors de l'enceinte de son installation de stockage de déchets non dangereux de l'Arbois sur la commune d'Aix-en-Provence.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ISDND autorisée pour 180 000 tonnes/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de l'arrêté préfectoral n°2022-322 imposant des mesures d'urgences à la métropole Aix Marseille-Provence afin de protéger l'environnement des écoulements de lixiviats en dehors de l'enceinte de son installation de stockage de déchets non dangereux de l'Arbois sur la commune d'Aix-en-Provence.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesures de surveillance	AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Collecte des lixiviats	AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 1	/	Sans objet
3	Travaux nécessaires pour le traitement de l'incident	AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 3	/	Sans objet
4	Surveillance hebdomadaire	AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 4	/	Sans objet
5	Étanchéité	AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 5	/	Sans objet
6	Analyses eaux souterraines	AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 6	/	Sans objet
7	Analyses puits environnement	AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 7	/	Sans objet
8	Étude impact	AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au jour de la visite, les écoulements continuent mais les lixiviats sont retenus dans l'enceinte du site (collecte et pompage vers les ouvrages de stockage et de traitement de l'ISDnD).

En réponse à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 15/12/2022, l'exploitant a transmis fin mars 2023 la mise à jour de l'étude d'impact environnemental de la fuite de lixiviats sur la qualité des milieux à l'aval du site (cf. rapport ANTEA n°122237 / B - 27 mars 2023). Celle-ci est en cours d'instruction par le service de l'Inspection.

Les investigations se poursuivent afin de déterminer l'origine du dysfonctionnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des lixiviats

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 1
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Poursuivre la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires permettant d'assurer la collecte des écoulements liquides observés à l'extérieur du site, dès notification de l'arrêté ;
Constats : L'exploitant a mis en œuvre un dispositif de collecte des écoulements comprenant une bordure avec une pompe de relevage et la pose d'une géomembrane. Les eaux recueillies sont renvoyées dans le bassin de lixiviats LB3 afin qu'elles soient traitées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures de surveillance

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 2
Thème-s : Risques chroniques, Surveillance environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Définir et mettre en œuvre une procédure de contrôles du talweg afin de s'assurer de l'absence de nouvelles résurgences, dès notification de l'arrêté ;
Constats : L'exploitant réalise des observations visuelles toutes les semaines dans tout le talweg avec un repérage des écoulements, des prélèvements et des analyses. Ces observations ne sont pas tracées.
Observations : L'exploitant doit procéder au traçage des contrôles, avec la réalisation d'une cartographie des écoulements ou un repérage par photographies. Pour chaque analyse, une conclusion doit être jointe afin de déterminer la qualité des écoulements et la pérennité ou pas de ceux-ci. Les écoulements dans le talweg peuvent être liés à la suite d'un phénomène pluvieux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Travaux nécessaires pour le traitement de l'incident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 3
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens pour traiter l'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur la base du rapport d'incident, définir et mettre en œuvre les travaux nécessaires pour le traitement de l'incident, dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté ;
Constats : L'exploitant a réalisé diverses investigations pour essayer de comprendre l'origine des écoulements : <ul style="list-style-type: none">- Essai d'un test gravitaire consistant à la fermeture des vannes des conduites en amont des écoulements et parallèlement suivi du débit de la fuite dans la cunette -> pas de fuite sur les conduites situées au-dessus des vannes.- Passage d'une caméra dans la conduite menant au bassin de lixiviats LB2 -> aucune anomalie constatée.- Bassin LB3 testé à la fluorescéine et test électrique de la géomembrane -> aucune fuite du LB3 vers l'aval n'a été mise en évidence.- Test de la cunette à la fluorescéine → étanchéité confirmée.- Création de 5 piézomètres de profondeur environ 5 mètres afin de caractériser la nature des circulations souterraines en amont et en aval hydraulique de la zone techniques des bassins de stockage.- Analyse par tomographie de résistivité électrique autour du casier B3 ;- Mise en place d'un nouveau drain au niveau de la cunette pour améliorer la récupération des lixiviats. <p>A ce jour, les investigations ne permettent pas de déterminer l'origine des écoulements mais d'éliminer les sources potentielles d'approvisionnement des écoulements. L'exploitant a lancé des investigations complémentaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance hebdomadaire

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 4
Thème(s) : Risques chroniques, Résultats hebdomadaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Transmettre toutes les semaines à l'inspection des installations classées un point d'avancement des mesures prises et des résultats des mesures réalisées sur les écoulements liquides (le cas échéant) ;
Constats : L'exploitant transmet chaque mois à l'Inspection des installations classées un rapport d'avancement des mesures prises comprenant les résultats des mesures hebdomadaires réalisées sur les écoulements.
Observations : La fréquence de transmission a été relevée de période hebdomadaire à période mensuelle sur la base des résultats d'analyse. Il a toutefois été demandé à l'exploitant de prévenir sans délai l'Inspection en cas de nouvelle résurgence ou événement significatif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Étanchéité

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 5
Thème(s) : Risques chroniques, Casier B3
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Transmettre à l'Inspection des installations classées les conclusions du diagnostic sur l'étanchéité du casier B3 et notamment la conclusion de l'étude du sous-sol du casier B3 réalisé par tomographie de résistivité électrique, dès notification de l'arrêté ;
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées les conclusions du rapport du BRGM sur l'étanchéité du casier B3 réalisé par tomographie de résistivité électrique. Les conclusions de cette étude indiquent la présence de deux écoulements sous le casier, néanmoins sans pouvoir identifier précisément l'origine et l'exutoire. Une étude complète du site par tomographie est en cours de réalisation afin de pouvoir étayer ces premières constatations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Analyses eaux souterraines

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 6
Thème(s) : Risques chroniques, Mensuelle et hebdomadaire pour résurgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Augmenter la fréquence du suivi des eaux souterraines tel que défini à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2017 à périodicité mensuelle, à l'exception de la source du Figuier dont le suivi est réalisé à fréquence hebdomadaire ; le premier prélèvement est effectué sous une semaine après notification de l'arrêté ;
Constats : Le suivi des eaux souterraines est réalisé à périodicité mensuelle, à l'exception de la source du Figuier dont le suivi est réalisé à fréquence hebdomadaire. Au regard des analyses, les écoulements n'ont a priori pas d'incidence sur les eaux souterraines. Ceci reste à conforter avec les conclusions de l'étude l'impact environnemental transmise par l'exploitant fin mars 2023 (en cours d'instruction).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Analyses puits environnement

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 7
Thème(s) : Risques chroniques, Investigation extérieure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réaliser les analyses sur les puits privés ou publics identifiés dans le cadre de l'évaluation de l'impact environnemental du précédent incident demandée au titre de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2021, les paramètres et références sont représentatifs de l'usage ou représentatifs d'une pollution de l'eau par des lixiviats) ;
Constats : Campagne en cours le jour de l'inspection (cf. point de contrôle N°8 ci-après). La réalisation d'analyses sur les puits privés ou publics identifiés dans le cadre de l'évaluation de l'impact environnemental du précédent incident avec la découverte de deux nouveaux puits vont permettre d'élargir le champ des investigations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Étude impact

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 15/12/2022, article 2 – alinéa 8
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mettre à jour l'évaluation de l'impact environnemental réalisée en avril 2021, suite aux premières fuites identifiées, dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté ;
Constats : Le bureau d'étude ANTEA procède au jour de l'inspection à de nouveaux prélèvements pour mettre à jour la première étude datant de 2021 (<i>cf. rapport n°111568/version B– 29 juin 2021</i>).
Observations : La mise à jour de l'étude d'impact environnemental a été transmise fin mars 2023 (<i>cf. rapport ANTEA n°122237/B - 27 mars 2023</i>).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet